



## MEMORANDUM N° 12/2011

07/02/2011

### SUMMARY:

- ONE) - **CRITICS SEE LITTLE AMBITION OF NEW EU DIPLOMATIC SERVICE – Page 2**
- TWO) – **ALGERIA STEPS UP GRAIN IMPORTS, EYES TUNISIA "VIRUS" – Page 2**
- THREE) – **FRANCE REPLACES AMBASSADOR IN TUNISIA – Page 3**
- FOUR) **HEAD OF SARKOZY’S ‘MEDITERRANEAN UNION’ QUILTS – Page 3**
- FIVE) – **GABON DISSOLVES OPPOSITION PARTY IN PRESIDENT ROW - Page**
- SIX) – **IVORY COAST COCOA INDUSTRY SPLIT OVER EXPORT BAN - Page**
- SEVEN) **IVORIAN PENSIONS DELAYED AS CENTRAL BANK BLOCKS FUNDS - Page**
- EIGHT) – **AFRICA CRIMINAL COURT PROBES IVORY COAST ATTACKS ON UN - Page**
- NINE) – **LIBYA EXPELS 140 IMMIGRANTS TO MALI - Page**
- TEN) – **WORLD’S PALM OIL LEADER STARTS PLANTING IN AFRICA - Page**
- ELEVEN) – **UN ENVOY PROPOSES PIRACY COURTS IN SOMALI ENCLAVES - Page**
- TWELVE) – **PIRATES CAPTURE GERMAN CARGO - Page**
- THIRTEEN) – **U.S. ADMIRAL SUGGESTS APPLYING AFGHAN TACTICS TO FIGHT SOMALI PIRATES - Page**
- FOURTEEN) - **SUDAN URGES U.S. TO NORMALIZE TIES - Page**
- FIFTEEN) – **EU SEEKS TAX EXEMPTION FOR ITS AID TO WESTERN SAHARA REFUGEES - Page**

ONE) **CRITICS SEE LITTLE AMBITION OF NEW EU DIPLOMATIC SERVICE**

La diplomatie européenne affiche, sous l'impulsion de la Britannique Catherine Ashton, des ambitions très modestes au risque de décevoir ceux qui croyaient que le traité de Lisbonne allait conférer à l'UE une visibilité accrue dans le monde. Lors d'une récente réunion des principaux responsables politiques du tout nouveau [Service européen d'action extérieure](#) (SEAE), la haute représentante aux Affaires étrangères et à la politique de sécurité a exposé des idées "très en retrait" des prérogatives que lui accorde le traité de Lisbonne qui a créé sa fonction, juge un diplomate européen. Selon un compte-rendu de la réunion du 12 janvier obtenu par l'AFP, la baronne britannique a notamment plaidé en faveur d'une Union européenne qui "ne peut et ne doit pas nécessairement réagir aussi vite que ses Etats aux événements politiques" dans le monde. **LEAST COMMON DENOMINATOR** Mme Ashton y a aussi fixé l'objectif de la "promotion de l'UE en tant que puissance douce ("soft power") dans le monde", en "réconciliant" les vues parfois divergentes des 27 et des institutions européennes. Par "puissance douce", on entend généralement une puissance qui exerce son influence par le seul pouvoir de la négociation diplomatique. Pas un mot en revanche, lors de cette réunion, sur la politique de défense européenne, dont Mme Ashton a aussi théoriquement la charge. "Comme le Foreign Office britannique y est traditionnellement réticent, Mme Ashton ne s'y intéresse pas", persifle un diplomate bruxellois. Paris, Berlin et Varsovie s'en sont d'ailleurs inquiétés dans une lettre en décembre. Ils ont réclamé des "résultats concrets" d'ici à la fin 2011, exigeant que Mme Ashton donne "une nouvelle impulsion" au développement de la défense européenne "en pleine complémentarité avec l'Otan". **TOO MANY EUROSCEPTICS ?** Certains diplomates européens voient aussi d'un mauvais oeil la surreprésentation, dans l'entourage de Mme Ashton et aux postes-clés du corps diplomatique, de Britanniques et de fonctionnaires originaires de pays de "sensibilité proche", atlantistes ou neutres, Suédois ou Néerlandais notamment. Paris ne cache pas son agacement au sujet de la sous-représentation française aux postes stratégiques sur l'Afrique, son terrain de prédilection, et souhaite obtenir un rééquilibrage, observe un diplomate européen. Après une année de difficiles négociations pour la mise en place du SEAE, "il est temps pour l'UE d'aborder les questions de fond de politique étrangère" même si la mécanique institutionnelle n'est pas encore entièrement réglée, juge le [Center For European Policy Studies](#) dans une analyse ([Upgrading the EU's Role as Global Actor: Institutions, Law and the Restructuring of European Diplomacy](#) [Upgrading the EU's Role as Global Actor: Institutions, Law and the Restructuring of European Diplomacy](#) ). D'autant que du Bélarus à la Tunisie, de l'Egypte au Liban, la diplomatie européenne fait face à d'importants défis. En Tunisie notamment, "du fait des contraintes institutionnelles et de la suprématie des Etats, l'UE n'a pas été une voix efficace et une plate-forme de discussion", analyse Maxime Larive, chercheur à l'Université de Miami. Alors que le sous-secrétaire d'Etat américain Jeffrey Feltman a été lundi à Tunis le premier haut responsable occidental à visiter le pays depuis la chute du président Ben Ali, l'UE n'a dépêché que mercredi sur place un haut fonctionnaire. "La crise tunisienne a représenté une occasion manquée pour Mme Ashton", déplore aussi l'eurodéputée verte Franziska Brantner, spécialiste des Affaires étrangères. Pourtant, en tant que vice-présidente de la Commission européenne, un organe en théorie indépendant des Etats européens, "Mme Ashton n'est pas liée au consensus des 27", observe Mme Brantner. "Elle pourrait tout à fait se permettre de prendre ses propres initiatives, mais elle ne le fait pas", regrette-t-elle.

## TWO) – ALGERIA STEPS UP GRAIN IMPORTS, EYES TUNISIA "VIRUS"

Algeria has ordered an urgent acceleration of wheat imports, aiming to snuff out unrest over food prices which helped oust Tunisia's leader and sent protestors onto the streets of its North African neighbours. Prime Minister Ahmed Ouyahia issued the instruction to the state grain agency to speed up imports of soft and durum wheat, a government source told Reuters on Wednesday. Algeria has bought more than one million tonnes of wheat so far in January, a tumultuous month in North Africa which has seen Tunisia's President Zine al-Abidine exile himself to Saudi Arabia and rare protests break out at home and in Egypt. The rise in food prices in Tunisia combined with high unemployment and a widening gap between rich and poor to help spark deadly riots which brought down the ruling regime. Concerns that other regimes in North Africa and the Middle East may suffer a Tunisia "contagion" have helped send wheat prices spiking to multi-year highs on international markets. Wheat futures in Chicago rose to the highest levels in nearly 2-1/2 years on Wednesday in anticipation of increased demand for U.S. wheat from key importers nervous about food security and shrinking world supplies. CBOT wheat for March delivery climbed to a peak of \$8.48-1/4 a bushel, up more than one percent on the day and the highest level for the benchmark front month since August 2008. Rising food prices sparked days of rioting in several Algerian towns including the capital earlier this month. Two people died and hundreds were injured during clashes between rioters and police, officials said. To calm the situation, Algeria has decided to cut the cost of some foodstuffs and to increase by 18 percent the amount of soft wheat it supplies to the local market each month. Other countries in the region have this month either relaxed food taxes or duties on food imports or

cut prices of staple foods. In remarks attributed to Ouyahia a government source stressed the urgency of the grain import programme and emphasised the move was firmly aimed at ensuring food security.

### THREE) – FRANCE REPLACES AMBASSADOR IN TUNISIA

La France a décidé de relever de ses fonctions son ambassadeur en Tunisie, Pierre Ménat, qui fait les frais des erreurs d'appréciations de la diplomatie française lors de la révolution tunisienne. Pierre Ménat, 60 ans, sera remplacé par Boris Boillon, un jeune diplomate de 41 ans, ancien conseiller du président Nicolas Sarkozy et ambassadeur à Bagdad depuis mai 2009. Sa nomination a été avalisée mercredi lors de la réunion hebdomadaire du Conseil des ministres, a-t-on appris de source proche du dossier, confirmant une information du site Lemonde.fr. Précédemment directeur de la Coopération européenne au ministère français des Affaires étrangères, Pierre Ménat n'était en Tunisie que depuis 2009. Le gouvernement français a été sévèrement critiqué pour avoir tardé à condamner la répression des manifestations et à soutenir la révolution du jasmin. Il y a 15 jours, la ministre des Affaires étrangères, Michèle Alliot-Marie, après plusieurs semaines d'embarras de la diplomatie française face à la montée de la contestation en Tunisie, avait proposé une aide policière au régime de Ben Ali, ce qui lui avait valu des appels à démissionner de membres de l'opposition. Mercredi, sur RTL, elle a reconnu qu'elle s'était "peut-être mal exprimée". "J'ai été mal comprise", a-t-elle ajouté, assurant ne pas se sentir "affaiblie". Le remplacement de l'ambassadeur, qui apparaît comme la première victime des défaillances de l'appareil diplomatique, ne faisait plus guère de doutes ces derniers jours. De manière officieuse, il a été reproché à Pierre Ménat de n'avoir pas eu assez de contacts avec la société civile tunisienne. Un télégramme diplomatique français, datant du 14 janvier et envoyé de Tunis à Paris quelques heures seulement avant la fuite en Arabie saoudite de l'ex-président Ben Ali, estimait que ce dernier avait plus ou moins repris le contrôle de la situation, selon Le Canard Enchaîné et Le Monde. Selon une source ayant eu connaissance du télégramme, l'ambassadeur évoque cependant à la fin de son message la possibilité que "rien ne soit joué". Certains diplomates refusent de porter seuls la responsabilité des erreurs de la France et renvoient la balle vers la classe politique française, dont la proximité avec le régime Ben Ali a été maintes fois soulignée. Mercredi, un ex-ambassadeur français en Tunisie a assuré dans une tribune à Libération que les autorités politiques françaises étaient "parfaitement informées des dérives du système Ben Ali" et de l'évolution de la société, notamment du "mal-être de la jeunesse tunisienne". Selon Yves Aubin de La Messuzière, en poste à Tunis de 2002 à 2005, l'expertise des diplomates a été "négligée", écrit l'ex-ambassadeur, rappelant que Nicolas Sarkozy, en visite en 2008 à Tunis, s'était félicité "des progrès de l'espace des libertés publiques". Les responsables français, de droite comme de gauche, ont souvent justifié leur appui à Zine el Abidine Ben Ali par sa lutte efficace contre les islamistes.

### FOUR) - HEAD OF SARKOZY'S 'MEDITERRANEAN UNION' QUILTS

Le secrétaire général de l'[Union pour la Méditerranée](#) (UPM), le Jordanien Ahmad Massa'deh, a démissionné mercredi de son poste qu'il occupe depuis un an, a-t-il indiqué dans un communiqué reçu à Amman. "Le secrétaire général de l'Union pour la Méditerranée Ahmad Massa'deh a soumis aujourd'hui sa démission aux pays partenaires de l'Union pour la Méditerranée, après un an à ce poste", indique le communiqué daté de Barcelone, siège de l'UPM. "Malgré des circonstances difficiles, le secrétaire général Massa'deh a réussi à mettre en place le secrétariat et à le rendre visible (...) il quitte son poste car les conditions dans lesquelles il l'a accepté ont changé", souligne M. Massa'deh, 41 ans, qui avait été nommé à ce poste le 26 janvier 2010. En novembre, le deuxième sommet de l'UPM avait été reporté en raison du blocage des négociations de paix entre Israël et les Palestiniens. Mais M. Sarkozy avait assuré que "la France ne renoncera pas au projet d'Union pour la Méditerranée, qui est un élément majeur de sa politique étrangère". L'UPM a été créée le 13 juillet 2008 sur une idée du président français, qui avait dû revoir son projet initial consistant en une Union des seuls pays riverains de la Méditerranée, en englobant finalement tous les pays de l'UE suite aux protestations de l'Allemagne notamment. Elle compte 43 membres dont, outre les pays de l'UE, la Turquie, Israël et les pays arabes riverains de la Méditerranée.

### FIVE) – GABON DISSOLVES OPPOSITION PARTY IN PRESIDENT ROW

Gabon dissolved the central African country's main opposition party on Wednesday, accusing one of its leaders of treason for declaring himself president in a swearing-in ceremony before supporters. The disbanding of the National Union (UN), announced by the Interior Ministry, marks a step up in tensions in Gabon since Ali Bongo Odimba took over from his father Omar in 2009 after a disputed election. Party Executive Secretary Andre Mba Obame says he won the poll and declared himself "president" late Tuesday. Gabon, one of the few sub-Saharan countries with a Eurobond, is battling to diversify its economy as its oil riches run out. **OPPOSITION LEADER TAKES REFUGE IN UN OFFICE** L'opposant gabonais André Mba Obame, qui s'est autoproclamé président, est depuis mardi soir au siège du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) à Libreville et affirme à l'AFP qu'il n'en sortira que quand l'ONU aura répondu à sa demande de reconnaissance.

## SIX) – IVORY COAST COCOA INDUSTRY SPLIT OVER EXPORT BAN

Cocoa prices have spiked since Ivory Coast's would-be president Alassane Ouattara sought to ban exports from the world's largest producer of the bean used in chocolate -but the cocoa industry in the West African nation is split over whether to heed the call. The proposed month-long ban, which was supposed to come into force Monday, was designed to heap more pressure on President Laurent Gbagbo, who has refused to cede power to the internationally- recognised Ouattara after disputed elections in November. Cocoa prices in London and New York, already inflated by Ivory Coast's political crisis, jumped by as much as seven per cent when the jittery markets opened on Monday. Yet there so far appears little sign of delivery slowing. At the Port Autonome d'Abidjan, officials said cocoa exports from the West African nation -which supplies around one third of the world's cocoa- continued as normal throughout Tuesday. "The truck-loads of cocoa have not stopped coming since this morning," said Sery Drepoba Leandre, spokesperson for the port. "There is no disruption in cocoa exportation activities." Ouattara's intention is to choke the supply of cocoa money to Gbagbo's regime, preventing him from paying civil servants and the military he has been using to cling to power. Gilbert Anoh N'Guessan, head of the national cocoa management board and a Gbagbo ally, on Monday told cocoa operators they should ignore the order -a message reinforced later in the day by a message from Gbagbo's prime minister on national television. Gbagbo's security forces have proven ruthless in quelling dissent. Yet Ousmane Attai, a cocoa specialist in Abidjan, said some traders -convinced fierce international pressure and the threat of military action from regional bloc ECOWAS will eventually force Gbagbo out- will heed his call. Meroux Loic is one such trader. "I don't want to spoil my cocoa trade business for ever," he said. "What will I do when Ouattara takes office and his appointed team run national administrations? I don't want to compromise my chance to continue this business." Others, however, say pressing financial concerns mean they cannot afford to shut down their businesses. "I borrowed money and have invested plenty of money to buy these beans from remote areas of the country," said Najib Ezzedine, one of the biggest cocoa traders in Ivory Coast. "I have to sell them now to refund the sum that I borrowed and I have to meet the deadline set by the bank, otherwise, I am done ... I can't stop my cocoa trade now." So far, there has been little impact other than the price spike. The Federation of Cocoa Commerce and [the European Cocoa Association](#) said in a [joint statement](#) they were working to address the challenges, and chocolate manufacturers said they were not concerned over supplies in the short-term. "We expect that a complete understanding of the export ban and its implications will require some time, but we are certain that in the short term this will not impact our ability to manufacture the chocolate products that our consumers desire, with the quality they expect," chocolate manufacturer Mars said in a statement. **TRADE EMBARGO ?**This situation could change should the European Union and United States choose to institute a trade embargo on Ivory Coast - shutting down the supply of those who continue to export. The US on Monday said it supported Ouattara's ban, although Maja Kocijancic, spokeswoman for EU foreign policy chief Catherine Ashton, said that while a trade embargo was a possibility, it was "not an immediate option." Rumours of an embargo on cocoa and coffee rippled through Abidjan, leading a Gbagbo ally to warn Ivory Coast would respond to any attempts to block exports. "If the European bloc dare impose a ban on Ivory Coast cocoa and coffee productions on its territories, Ivory Coast will also impose a ban on all European ships," said Marcel Gossio, the director of the port. "No European ships will be allowed in our ports and we will turn towards new partners in Asia, Africa and Latin America."

## SEVEN) - IVORIAN PENSIONS DELAYED AS CENTRAL BANK BLOCKS FUNDS

Ivory Coast pensions were not paid on time after the West African regional central bank was ordered not to disperse funds, the government named by incumbent Laurent Gbagbo said. The cash-shortage appeared to be one of the first publicly-recognised signs that efforts by Gbagbo's rival Alassane Ouattara and foreign powers to

squeeze the flow of funds to the incumbent, in a bid to force him out of office after a contested poll, may be having an effect. "We were due to pay the pensions for our old people, those who have retired. It was not possible," Desire Dallo, who has been named finance minister in Gbagbo's administration, said on state television.

#### **EIGHT) – AFRICA CRIMINAL COURT PROBES IVORY COAST ATTACKS ON UN**

La Cour pénale internationale (CPI) enquête pour déterminer s'il y a des attaques contre l'ONU en Côte d'Ivoire et engagera le cas échéant des poursuites contre ses auteurs, a déclaré mardi le procureur de la CPI, Luis Moreno-Ocampo. Interrogé par l'AFP pour savoir si la CPI enquêtait sur d'éventuelles attaques contre l'ONU en Côte d'Ivoire, M. Moreno-Ocampo a répondu: "oui". "Les procureurs doivent rassembler assez d'informations pour pouvoir les présenter aux juges. Les juges doivent être sûrs. Mon travail est de définir si nous devons intervenir ou non. C'est pourquoi je rassemble des informations sur les crimes", a-t-il dit. Plus tard, lors d'une conférence de presse, le procureur de la CPI a précisé qu'il s'agissait à ce stade d'une "enquête préliminaire". "C'est un crime de guerre que d'attaquer des forces de maintien de la paix pendant un conflit armé. En fonction du contexte, attaquer des forces de maintien de la paix peut être un crime de guerre sous ma juridiction", a-t-il précisé. Plusieurs Casques bleus ont été attaqués en Côte d'Ivoire depuis la présidentielle contestée du 28 novembre. L'ONU a mis ces attaques sur le compte des partisans du président sortant Laurent Gbagbo, à qui la communauté internationale demande d'abandonner le pouvoir. "Mon travail n'est pas politique. Ce que je fais, c'est déterminer les auteurs des crimes", a déclaré M. Moreno-Ocampo à l'AFP. Le 21 décembre, le procureur de la CPI avait déjà indiqué qu'il engagerait des poursuites en cas d'attaque contre les forces des Nations unies présentes en Côte d'Ivoire. "Je veux être clair: les soldats des Nations unies sont des forces de maintien de la paix. Ils ne peuvent pas être atteints", avait-il ajouté.

#### **NINE) – LIBYA EXPELS 140 IMMIGRANTS TO MALI**

Cent-quarante ressortissants maliens considérés comme étant en situation irrégulière en Libye, ont été expulsés de ce pays et sont arrivés dans la nuit de mardi à mercredi à Bamako par avion, a appris l'AFP de source aéroportuaire. "Cent-quarante de nos compatriotes, qualifiés de +sans papiers+ par les Libyens, sont arrivés par un vol spécial dans la nuit de mardi à mercredi", a déclaré à l'AFP un responsable de l'aéroport international de Bamako-Sénou. Selon la même source, ces Maliens expulsés étaient en possession d'un "document libyen" stipulant qu'ils étaient "en situation irrégulière en Libye ou tentaient d'immigrer illégalement en Europe, via la Libye". "Mais plusieurs ont affirmé qu'ils avaient leurs papiers en règle et étaient sur leur lieu de travail lors de leur arrestation", a-t-elle ajouté. "Nous avons été pour la plupart emprisonnés avant notre expulsion" a déclaré un des Maliens de retour dans son pays, cité de source aéroportuaire. "La Libye est un enfer pour les Africains qui cherchent à y travailler pour gagner un peu leur vie", a-t-il ajouté. La Libye, qui partage plus de 4.000 km de frontières avec ses six voisins africains, est un pays de destination et de transit d'immigrés, originaires notamment de l'est et du sud de l'Afrique, vers Malte ou Lampedusa (Italie). Tripoli demande une aide financière à l'Union européenne pour surveiller ses frontières maritimes et terrestres. Le numéro un libyen Mouammar Kadhafi a réclamé à l'UE 5 milliards d'euros pour "stopper définitivement" l'immigration clandestine à partir de ses côtes. Mais l'Union européenne estime que beaucoup pourrait être fait avec un montant moindre.

#### **TEN) – WORLD'S PALM OIL LEADER STARTS PLANTING IN AFRICA**

Le groupe malaisien Sime Darby, numéro un mondial de l'huile de palme, a annoncé mercredi ses premiers investissements en Afrique avec l'établissement de plantations au Liberia. Le groupe va commencer en avril à planter 10.000 ha dans la concession de 220.000 ha qu'il a obtenue, pour une durée de 63 ans, dans ce pays d'Afrique de l'ouest. "Cette incursion (en Afrique) est très importante car elle va nous ouvrir des opportunités de croissance sur d'autres marchés émergents", a indiqué Franki Anthony Dass, vice-président de Sime Darby Plantation. Sime Darby va investir 70 millions de ringgits (23 millions de dollars) dans le projet, a-t-il ajouté. Le groupe possède déjà d'importantes plantations, d'une surface de 5.000 km<sup>2</sup>, en Indonésie et en Malaisie, les deux premiers pays producteurs d'huile de palme (environ 85% de la production). Sime Darby a tenu à rassurer les défenseurs de l'environnement en affirmant qu'il allait "introduire ses meilleures méthodes" pour favoriser

"un développement durable" en Afrique. L'essor de l'huile de palme est fréquemment décrié par les écologistes, qui accusent les plantations de détruire les forêts tropicales, menaçant ainsi d'extinction des espèces animales et contribuant au réchauffement climatique. Mais la demande de cet huile, utilisé dans l'alimentaire et le cosmétique, ne cesse de croître, en particulier dans les pays émergents comme la Chine ou l'Inde. Ses prix ont fortement progressé ces derniers mois, retrouvant des niveaux records atteints avant le début de la crise financière de 2008. Sime Darby est le deuxième groupe malaisien avec une capitalisation de 47 milliards de ringgits (15,4 mds USD).

#### **ELEVEN) – UN ENVOY PROPOSES PIRACY COURTS IN SOMALI ENCLAVES**

A U.N. envoy proposed special courts be set up rapidly in the Somali enclaves of Somaliland and Puntland, and in Tanzania, to try captured pirates who are costing the world billions of dollars. Pirates based in Somalia have turned the busy shipping lanes off the coast of the lawless Horn of Africa nation into some of the most dangerous waters on earth. "Pirates are becoming the masters of the Indian Ocean," the envoy, Jack Lang, told the U.N. Security Council. Many pirates are captured by international warships trying to combat the scourge but 90 percent of them are then released because no place can be found to prosecute them, Lang said. With conflict-torn Somalia lacking the legal infrastructure to try pirates, Kenya and the Seychelles have prosecuted dozens of suspects handed over by foreign navies. But both have said they would have difficulties coping if all the seized pirates were sent to them. Lang, special adviser to Secretary-General Ban Ki-moon on Somali piracy, recommended specialized courts be set up within eight months in Somaliland and Puntland in northern Somalia, and at Arusha in Tanzania. They would use Somali law. In a report to the Security Council, Lang put the cost of the project at less than \$25 million over three years. The funding could be provided by a special donors' conference. The breakaway enclave of Somaliland and semi-autonomous Puntland, itself a center of piracy, are seen as relatively stable compared with Somalia proper, where a weak interim government is battling Islamist insurgents. Arusha is now the site of a U.N.-backed tribunal that tries suspects from Rwanda's 1994 genocide. Lang, a former French culture minister, proposed the same facilities be used to try suspected Somali pirates. **PIRATE ECONOMY** Lang also recommended two special prisons be built, one in Somaliland and one in Puntland, with capacity of 500 prisoners each, with a third to be built in Puntland soon afterward. Any such project will have to be authorized by the Security Council, which took no immediate decision after listening to Lang's oral presentation at a meeting on Tuesday. Researchers reported earlier this month that maritime piracy costs the global economy between \$7 billion and \$12 billion a year, including higher insurance rates, with Somali pirates responsible for 95 percent of the cost. The highest ransom on record for a single vessel is \$9.5 million. There are now some 30 ships, ranging from fishing boats to bulk carriers, held by Somali pirates. Lang told the council the problem was worsening. "The pirate economy ... is having a destabilizing effect on Somalia and the entire region owing to rising prices, insecurity of energy supplies and loss of revenue," his report said. The number of victims was rising, it said, with 1,900 people taken hostage since the end of 2008. Lang also proposed all countries should make piracy a criminal offense and impose universal jurisdiction for it, meaning they could prosecute pirates whatever their nationality and wherever the offense took place. U.S. Ambassador Susan Rice said Washington "would support further consideration" of the report's ideas but also favored trials being held by Somalia's neighbors. British envoy Philip Parham said Somali courts and prisons were "the best long-term solution" but the Arusha court would need its facilities for Rwanda trials for the foreseeable future.

#### **TWELVE) – PIRATES CAPTURE GERMAN CARGO**

La force navale européenne Atalante a confirmé mercredi la capture par des pirates somaliens d'un cargo allemand dont on était sans nouvelles depuis samedi. "Après quatre jours d'incertitude, le Beluga Nomination est maintenant considéré comme ayant été capturé par des pirates", a indiqué un communiqué du quartier général de la flottille antipiraterie européenne. L'attaque s'est produite samedi à environ 390 milles au nord des Seychelles. Le cargo battant pavillon d'Antigua-et-Barbuda compte 12 membres d'équipage de nationalité polonaise, philippine, russe et ukrainienne. Le ministère ukrainien des Affaires étrangères avait annoncé la capture du Beluga Nomination.

#### **THIRTEEN) – U.S. ADMIRAL SUGGESTS APPLYING AFGHAN TACTICS TO FIGHT SOMALI PIRATES**

The United States needs to shift its approach to fighting Somali pirates by applying techniques used to combat terrorism, as the armed gangs move further out to sea, a U.S. Navy commander said on Wednesday. Pirates are making tens of millions of dollars in ransoms from seizing merchant ships in the Gulf of Aden and increasingly in the Indian Ocean, despite efforts of foreign navies to clamp down on attacks. The number of hostages is also rising sharply, jumping from around 350 in September to some 750 today, according to the U.S. military. **IMPECABLE U.S. MILITARY DIALECTICS** Vice Admiral Mark Fox, the head of U.S. naval forces in the turbulent region, said he was investigating possible links between pirates and Somali-based insurgents linked to al Qaeda but acknowledged he had no "explicit" ties. Regardless, he believed that some of the pre-emptive techniques used to battle militants should be used to combat pirates, particularly the aggressive approach to tracking terrorist funding. He suggested the link between pirates and militants might be financial. "I gotta look at this and go: 'Okay, they're both (pirates and al Shabaab militants) in Somalia. There's a lot of money,'" said Fox, commander of naval forces in the U.S. military's massive Central Command's region, which includes Afghanistan. **CARTESIAN EUROPEANS DO NOT FOLLOW** One of the hallmarks of the war on terrorism has been the policy of pre-emptive strikes to kill would-be attackers before they can act. But Fox noted that the European Union's Naval Force Somalia, known as EU NAVFOR, did not want to see more lethal strikes and declined to endorse them himself. "EU has made an explicit (statement): 'We don't think that increased levels of lethal tactics are the way ahead,'" Fox said. "And don't misquote me here: I don't advocate that we necessarily go into a higher level of lethal activity but I do advocate broadening the overall scope of how we're tackling the problem." Fox said counter-piracy forces had made remarkable gains securing the Gulf of Aden, noting that there had only been one or two incidents there since September. But international naval forces have struggled to contain piracy in the Indian Ocean due to the vast distances involved, and Fox stressed some of the attacks were taking place close to the coast of India. "The pirates have adapted," he said. "They have gone places where we're not." London's marine insurance market has widened the stretch of waterways deemed at high risk from Somali pirates as the armed gangs strike further out at sea, The Joint War Committee, which groups syndicate members from the Lloyds Market Association and representatives from the London insurance company market, last month added the Gulf of Oman and a wider stretch of the Indian Ocean to a list of areas it considered high risk for merchant vessels and prone to war, strikes, terrorism and related perils. A U.N. envoy proposed on Tuesday special courts are set up rapidly in the Somali enclaves of Somaliland and Puntland, and in Tanzania, to try captured pirates who are costing the world billions of dollars.

#### FOURTEEN) - **SUDAN URGES U.S. TO NORMALIZE TIES**

The United States should look beyond the Darfur issue and quickly normalize ties with Sudan to build on progress from its successful secession referendum, Foreign Minister Ali Karti said on Wednesday. "Normalization of relations should not be held hostage by Darfur," Karti told a Washington think-tank audience before a meeting with U.S. Secretary of State Hillary Clinton. Karti said Khartoum had delivered on its promise to allow southern Sudan to vote for independence, and that was "high time" the United States put relations back on track. He said Khartoum was already cooperating on Darfur. In their meeting, Clinton reaffirmed U.S. willingness to move toward normalizing relations but outlined several steps which must take place before this can happen, the State Department said. State Department spokesman P.J. Crowley said the United States could begin the legal process of dropping Sudan from the list in the next couple of weeks if northern and southern Sudanese leaders agree on how to work out several key issues unresolved by the January poll including citizenship, borders and division of oil revenues. "We are poised to move ahead with the process of normalized relations but there are number of things that have to be done along the way," he said. **U.S. LOBBIES AGAINST** An influential pressure group urged Washington to reject quick normalization, saying Khartoum's record of continued violence in Darfur should not be rewarded. "Khartoum's actions in Darfur demand aggressive diplomatic pressure from United States government, not a move toward relaxation of sanctions," the [Save Darfur Coalition](#) (founded by the United States Holocaust Memorial Museum and the American Jewish World Service) said in a statement.

#### FIFTEEN) – **EU SEEKS TAX EXEMPTION FOR ITS AID TO WESTERN SAHARA REFUGEES**

Une délégation d'humanitaire de l'Union européenne a fait état mercredi à Alger de discussions "très constructives" avec les autorités algériennes sur l'aide aux réfugiés sahraouis des camps de Tindouf, dans le sud-ouest de l'Algérie, confrontée à des tracas administratifs. L'Union européenne doit acquitter une TVA à

l'Algérie sur l'aide acheminée aux réfugiés et la majorité de ses humanitaires dans ces camps a des difficultés de circulation et n'est pas accréditée, a indiqué le directeur général à l'Aide humanitaire et à la Protection civile de la Commission européenne (ECHO), Peter Zangl, lors d'un point de presse. M. Zangl, qui vient d'achever une tournée de trois jours dans trois camps de Sahraouis, a rappelé que l'UE avait versé depuis 1993 pour ces réfugiés 170 millions d'euros, dont dix millions en 2010. "L'aide que nous fournissons n'est pas dégrévée fiscalement, ce qui fait qu'une bonne partie des crédits mis à disposition ne peuvent être utilisés au bénéfice des réfugiés, mais sont prélevés comme taxe par les autorités algériennes, TVA en particulier", a indiqué M. Zangl. Evoquant ses discussions ce jour au ministère des Affaires étrangères avec le directeur général des relations multilatérales, le patron de l'ECHO a indiqué qu'il avait aussi évoqué "les difficultés de mouvement auxquels se trouvent confrontés ceux qui font le travail humanitaire". Et il a cité un troisième point: "la problématique de l'accréditation des ONG qui font le gros du travail. Pour l'instant la majorité n'est pas accréditée ce qui rend le travail difficile et parfois discontinu", a-t-il regretté. "Cet entretien a été très constructif", a-t-il dit et son interlocuteur "s'est engagé à travailler sur les trois aspects que j'ai évoqué afin de trouver dans des délais très rapprochés des solutions". Dans les camps, le chef humanitaire a indiqué que la première chose qu'il regardait était "d'abord la dignité et la sérénité des réfugiés", affirmant que la situation y était "rassurante en terme d'ambiance". Il a toutefois regretté que "l'éducation ne reçoive pas, dans son entièreté, l'attention qu'elle devrait recevoir" dans les camps. "L'éducation pour les jeunes qui est le seul élément qui permet de donner une perspective pour l'avenir".

Fernando Matos Rosa

Brussels

